

✓ Vous bénéficiez, le cas échéant de 20% de remise sur les droits d'auteur pour déclaration de vos diffusions au préalable et signature d'un contrat dans les délais avec la Sacem.

QUELQUES RENSEIGNEMENTS ET RECOMMANDATIONS

Une autorisation préalable de la Sacem est indispensable avant toute représentation publique d'œuvres appartenant à son répertoire. Cette autorisation permet lesdites œuvres, en contrepartie du paiement des droits d'auteur dont les conditions financières sont définies par la Sacem en sa qualité d'ayant droit de (Articles L. 122-4 et L. 122-18 du Code de la propriété intellectuelle).

Pour obtenir toute information relative à la détermination du montant des droits d'auteur, merci de prendre contact avec votre délégation régionale dont les coordonnées figurent au recto.

La Facture / Avoir - document comptable et fiscal à conserver - comporte plusieurs informations :

TVA			CONTRIBUTIONS DIFFUSEURS			Total en € :
Base HT*	Taux	Montant**		Assiette	Taux	Total TVA :
			SS***			Total SS :
			CFP****			Total CFP :
Total TTC en €						

TVA :

Base HT : Montant HT des droits d'auteur et autres sommes facturées par la Sacem

Taux : Taux de TVA applicable

Montant : Montant de la TVA

CONTRIBUTIONS DIFFUSEURS :

SS : Contributions au régime de Sécurité sociale des auteurs

CFP : Contribution à la Formation Professionnelle des auteurs

Données personnelles (Règlement Général à la Protection des Données n°2016/679 du 27 Avril 2016, dit "RGPD")

Données traitées par et destinées à la Sacem (responsable de traitement) pour collecter les droits d'auteur, sur la base des dispositions du Code de la propriété intellectuelle (CPI), assurer la facturation, la comptabilisation et le recouvrement et, sur la base de son intérêt légitime, communiquer avec ses clients les informations liées à la relation client. En cas de paiement de la rémunération équitable, sur la base de l'article L. 214-1 du CPI, elles seront également destinées à la SF sont conservées pendant la durée de la relation contractuelle puis des prescriptions légales en cas de litige. Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, de suppression, de limitation et d'opposition que vous pouvez exercer en remplissant un formulaire dédié accessible à partir de la page « politique de confidentialité » sur notre site internet sacem.fr

NON-PAIEMENT DANS LES DELAIS

Le non-paiement des sommes exigibles dans le délai indiqué au recto entraînera l'application d'une pénalité calculée en multipliant la somme par 3 fois le taux légal en vigueur au jour d'émission de la présente. Le calcul de cette pénalité s'effectuera par périodes successives de 183 jours à compter de la date du paiement, étant entendu que la période de 183 jours au cours de laquelle le règlement interviendra sera considérée comme étant entièrement écoulée pour le calcul de la pénalité. La pénalité afférente à la première période de 183 jours, à savoir celle suivant immédiatement la date à laquelle le paiement aurait dû intervenir, pourra être inférieure à une somme représentant 10% du montant des droits exigibles. En outre, le non-paiement des sommes exigibles dans le délai indiqué entraînera l'exigibilité d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 euros, sans préjudice de l'indemnisation des autres dépenses éventuellement engagées.